

# Tache d'huile citoyenne contre la densification

Yelmarc Roulet

## > Urbanisme

Les associations contre les projets de développement se multiplient.

## > Portrait de groupe :

**«Egoïstes?  
Non, citoyens!»**

De gauche à droite, réunis par «Le Temps»: Daniel Sirejols (Le Mont), Olivier Rochat (Tolochenaz), Conchita Neet (Florissant/Renens), Olivier et Yvette Barraud (Bussigny).



Bussigny, Renens, Le Mont, Chavannes, Romanel, Tolochenaz... Les noms s'égrènent, la liste s'allonge. Celle de tous les mouvements qui, dans la région lausannoise, se sont constitués pour s'opposer à des projets de densification, de (ré)urbanisation ou de transformation de quartiers.

Non seulement ils se multiplient, mais ils sont tentés de se fédérer. En tout cas, ils collaborent toujours plus intensément. Sur les sites, les blogs, on échange informations, conseils juridiques, bonnes pratiques. «Ceux de Bussigny avaient repris nos statuts, explique Willy Grandjean, de Renens. Mais maintenant, ce sont eux qui sont en avance et nous conseillent pour récolter efficacement des signatures.» Comme une répétition avant référendum, une pétition contre la densification de Florissant, une cité des années 60, a déjà recueilli 1000 parafes.

.....  
« Ces associations n'ont pas de couleur politique, ce qui trahit le manque de réflexion dans les partis »  
.....

Au départ, chaque situation est particulière. Ici, ce sont des locataires de banlieue populaire qui se trouvent déjà assez nombreux comme ça; là, des propriétaires attachés au caractère de leur village cossu.

Mais le souci de répondre à la critique de l'égoïsme face aux besoins incontestables de la société pousse ces groupes à élaborer une argumentation commune: la préservation de la qualité du cadre de vie face à des changements trop brutaux.

«Il y a onze projets au Mont-sur-Lausanne, énumère Daniel Sirejols, on bétonne, on bétonne.» Inquiet de voir son village passer de 5000 à 12000 habitants, le président de «MontAvenir» préférerait même «une ville nouvelle plutôt que ces constructions à droite et à gauche».

«Nous ne sommes pas contre la densification, mais voulons la limiter à 1000 habitants de plus par décennie», ajoute Béatrice Giriens, ancienne syndique de Romanel-sur-Lausanne passée à la contestation.

«Il n'y a aucune réflexion sur les écoles et les autres équipements parallèlement aux projets immobiliers», dénonce Olivier Rochat, de «Sauvons le patrimoine de Tolochenaz».

Le thème du déficit démocratique monte aussi en puissance. «Les plans directeurs s'imposent aux citoyens, tenus à distance dans un rôle contemplatif», dénonce le chef d'entreprise Claude Romy, de Romanel. Un reproche revient souvent contre les autorités communales: elles sont faibles et suivent aveuglément les promoteurs et/ou les techniciens.

Des liens personnels croissants se tissent. Olivier Barraud, l'un des fondateurs du groupe de Florissant, a pour mère Yvette Barraud, qui s'est battue avec succès contre la tour de Bussigny. Ce syndicaliste et élu socialiste, aujourd'hui installé à Moudon, est l'un des fils conducteurs de cette mouvance. «Ces associations n'ont pas de couleur politique, assure-t-il. Ce qui est révélateur du manque de réflexion sur le sujet dans les partis, au-delà des revendications pour le logement ou les transports publics.»

En abattant le projet de tour, l'automne dernier, les gens de Bussigny ont donné des ailes à leurs voisins. Question tours, justement, la prochaine étape se jouera à Chavannes. Alain Rochat, un professeur de gymnase, veille au grain à la tête du comité référendaire. «Une rhétorique bien huilée fait de nous des demeurés indifférents au bien commun, mais nous n'aurons aucune peine à recueillir les signatures», assure-t-il.

A Genève, la nouvelle Constitution stipule la participation des habitants aux plans de quartier. La députée UDC Christina Meissner, qui vient de déposer un projet de loi concrétisant cette promesse, est aussi la secrétaire générale de «Pic-Vert», une association que les contestataires lausannois envient car elle compte parmi ses membres des avocats et des urbanistes. «Le modèle consistant à faire opposition lors de l'enquête publique a vécu, souligne-t-elle. On gagne vingt ans de blocage, mais ce n'est pas comme ça qu'on construit. Il faut être proactif, avoir des idées, pas seulement se défendre.»

C'est aussi sur un article constitutionnel que se base la méthode bâloise, qui passe pour efficace. Sans que la garantie soit absolue – un «bon projet» pour loger 80 familles a

échoué de peu devant le peuple –, Thomas Kessler, directeur du développement urbain de Bâle-Ville, énumère trois conditions pour réussir: une participation citoyenne formalisée, comme elle existe dans les grands quartiers bâlois; une communication offensive et claire; des magistrats qui défendent les projets «avec le feu sacré. Si ceux-ci sont cohérents et bien expliqués, assure-t-il, on peut faire de grandes choses.»

«Dialoguer avec la population» sera le thème de la 6e Journée romande du développement immobilier,  
le 30 avril à Lausanne.  
[www.svit-school.ch](http://www.svit-school.ch)

## «Nous avons besoin de ces mouvements»

### Yelmarc Roulet

- Ariane Widmer, cheffe du Schéma directeur de l'Ouest lausannois (SDOL), répond aux critiques.

En même temps que les autorités ou les promoteurs, les planificateurs, accusés d'«oublier les habitants», sont la cible des contestataires. Concernée comme cheffe du projet qui réunit huit communes de l'Ouest lausannois promises à une forte croissance démographique, Ariane Widmer se réjouit pourtant de l'émergence de ce mouvement: «Face au décalage entre les visions professionnelles et le ressenti de la population, il est temps de mettre le débat sur la place publique, afin que nous puissions grandir ensemble.»

Pour l'architecte-urbaniste, il est tout à fait normal que les solutions «techniques» soient formulées par des professionnels. Mais la responsabilité générale revient à la société dans son ensemble.

«La périphérie souffre d'assumer les inconvénients de la ville en perdant les avantages de la campagne. Mais on ne peut retourner en arrière: les autoroutes sont là, les centres commerciaux aussi. L'ère de l'extension urbaine étant révolue, on doit faire un exercice bien plus compliqué: chercher les possibilités de construire au sein du territoire déjà entamé.»

Nombre de communes de l'agglomération commencent à peine à se doter des compétences nécessaires. Or, la solution passe justement par une recherche de «projets urbains de qualité» dont les habitants soient des coacteurs. Cela implique «une conduite de projet différente». A commencer par une communication plus ouverte, n'hésitant plus à mettre les projets sur la place publique.

«Ces associations d'habitants, nous en avons besoin, conclut Ariane Widmer. Leur présence pourrait rendre les projets meilleurs.»